

28 741/10

POUR DEVANÇER LA GUERRE CIVILE

Document

par **PIERRE MENDÈS FRANCE**

« L'Express » publie ici le texte intégral de la déclaration politique faite, lundi, par Pierre Mendès France devant la presse française et étrangère.

● **Le danger
de guerre
entre
Français,
nous ne
pouvons
malheureu-
sement plus
l'exclure.**

LA crise politique française qui se confirme, le grippage des moteurs qui commandent les décisions politiques, créent une situation intérieure qui va conduire le pays, si nous ne trouvons pas le moyen d'y remédier rapidement, à des oppositions, à des divisions, à des déchirements de plus en plus violents.

Nous avons tous le devoir de lucidité : la menace qui commence à se profiler à notre horizon, c'est la menace de la guerre civile. Cela se place sur un tout autre plan que les péripéties dont les aficionados ont beaucoup parlé ces temps-ci, les réunions épisodiques d'une Assemblée qui n'a aucun pouvoir et qui le sait, les motions de censure qui n'ont pas l'ombre d'une chance d'être adoptées, les menaces de dissolution dont chacun sait qu'elles ne seront pas suivies d'effet, l'abrogation de l'article 16 que le chef de l'Etat peut remettre en vigueur à chaque instant et de sa seule volonté, les doctes discussions sur le sens de telle ou telle disposition de la Constitution alors qu'un seul homme a le monopole de son interprétation...

Il est vraiment impossible de se passionner pour cela, et l'opinion ne s'y trompe pas. C'est même le caractère factice de ces petits jeux presque innocents qui pousse tant de gens à chercher d'autres moyens de se faire entendre.

Dans le désordre des pensées, des faits et des actes, dans la contradiction des tendances qui s'affrontent et qui s'entrechoquent, dans l'absence d'un système institutionnel qui permette à chaque famille spirituelle comme à chaque groupe professionnel de s'exprimer efficacement, devant l'ajournement continu de la solution des problèmes les plus aigus, certains en viennent à recourir à des méthodes d'action de plus en plus anarchiques. Et c'est le vide institutionnel que cherchent à remplir les hommes du plastic qui croient ainsi poser leur candidature !

Ils se sont convaincus que la gravité même des enjeux leur fait un devoir d'utiliser n'importe quel moyen, et que la force et la violence peuvent et doivent être mises au service des causes et des buts qui leur paraissent conformes à l'intérêt du pays tel qu'ils le conçoivent.

Sincèrement persuadés qu'ils sont avant tout des patriotes, ils proclament que la fin justifie les moyens, qu'ils

poursuivront leurs objectifs contre vents et marées et que rien ne les arrêtera. Ils entendent dans une première étape paralyser le pouvoir, et ils y parviennent assez bien ; et dans une seconde étape, le remplacer par un autre qui adoptera leur politique aussi bien en Algérie que dans la métropole — et même s'il le faut, contre la volonté de la majorité.

Ainsi, l'avenir semblerait livré aux colonels heureux qui se trouveraient à un certain moment du bon côté de la mitrailleuse ! Chacun des comploteurs — car ils pullulent — croit avoir sa chance. Chacun fourbit ses armes.

Peut-être n'iront-ils pas jusqu'au bout des projets qu'ils publient, mais ils créent de telles tensions, de tels désordres, ils peuvent amener un tel chaos qu'on verra quelque jour proposer — avec ou sans de Gaulle — soit l'intervention ouverte de l'armée pour exercer ce qu'on appelle « son arbitrage », soit une prétendue union nationale pour persister dans les ornières — et tout d'abord celle de la guerre d'Algérie — prétendue union nationale qui conviendrait en réalité la toute puissance de la fraction activiste de l'Armée.

Certains se berment de l'espoir qu'ils installeront ainsi, sans trop de difficultés, un régime fasciste en France. Mais, de même qu'on redoute par moments qu'une guerre internationale — dont personne ne veut, ni à l'Est, ni à l'Ouest — n'éclate un jour parce que l'un des deux camps se serait mépris sur l'autre et aurait sous-estimé sa volonté et sa capacité de résistance, de même on peut craindre sur le plan intérieur que les activistes se méprennent sur la volonté et sur la capacité de résistance qu'ils auraient éventuellement à affronter. Car il y a dans ce pays — à gauche et à l'extrême-gauche — contrairement à ce qu'ils croient ou à ce qu'ils souhaitent — des hommes qui ne se laisseraient pas maîtriser aussi aisément.

Il y aurait, ou tout de suite, ou à très brève échéance, de vives réactions. Là aussi — le précédent de la violence ayant été créé — le recours à l'insurrection serait la seule réponse possible, car sur la violence on ne peut semer que la violence.

Que les ultras ne se méprennent donc pas sur le silence actuel du pays et qu'ils ne fondent pas sur lui trop d'illusions et trop d'espoirs ! Déjà les grandes centrales syndicales ont été d'accord pour annoncer qu'en face d'une tentative fasciste, la grève générale serait proclamée. Je le sais —

parfois on est sceptique à ce sujet. La grève générale, on n'y croit pas. On a tort, car nous avons tous vu — par exemple en août 1953 dans un moment où vraiment personne ne s'y attendait — ce que peuvent être l'ampleur et la soudaineté des réactions ouvrières. En cas de danger fasciste précis, on verrait bien vite la classe ouvrière, la jeunesse, tous ceux qui en ont assez de la guerre d'Algérie, tous ceux qu'excellent les agitations persistantes, les complots et les attentats, se dresser ensemble pour s'y opposer, même s'ils paraissent pour le moment mal organisés ou incertains.

Ainsi la France se diviserait en deux camps dont l'antagonisme ne pourrait se vider que par la force.

On dira peut-être que ce tableau est poussé au noir. Mais non ! Chaque matin déjà, les journaux nous rapportent des faits — des règlements de compte, des attentats au plastique, des trafics d'armes aux frontières — qui, il y a un an ou deux, nous auraient bouleversés. Nous en avons pris l'habitude. Personne n'a même été surpris d'apprendre qu'un attentat criminel avait été dirigé contre le chef de l'Etat et qu'il avait failli réussir.

Nous entrons donc pas à pas, lentement mais avec une dramatique régularité, dans un cycle de violences chaque jour accrues sans même en prendre vraiment conscience.

Nous savons d'ailleurs — par une expérience qui remonte maintenant à pas mal d'années — que l'évolution qui se produit en Algérie se prolonge ensuite, avec seulement quelques mois de retard, dans la métropole. Ce qui s'est fait en Algérie — les attentats terroristes, les camps de concentration, les prétentions de certains militaires à s'emparer du pouvoir — tout cela qui a commencé là-bas est apparu ici quelque temps après.

Or, nous voyons maintenant à Oran, à Alger, l'horreur de la violence se déchaîner, se gonfler de plus en plus ! Nous voyons la civilisation craquer, deux communautés s'opposer les armes à la main ; elles s'entre-déchirent de plus en plus sauvagement, et leurs surenchères, leurs représailles indéfinies rendent de plus en plus difficile le règlement auquel il faudra tout de même en venir à la fin.

Des images nous hantent : la chasse à l'homme dans les rues, cette poursuite de l'homme qu'on ne connaît pas, mais que l'on va tuer avec férocité parce qu'il est d'un autre camp, d'une autre race ; un commis-

saire de police assassiné chez lui, un autre en plein rue parce qu'ils ont commis le crime de faire leur devoir ; une bombe qui éclate dans un mess d'officiers, une autre dans un grand magasin ; des commandos qui détruisent des pylônes de la télévision !

Deux populations s'abandonnent aux délires les plus hallucinants, orchestrés tantôt par les you-you des femmes musulmanes, tantôt par le concert burlesque des casseroles et des klaxons ! Il n'y a plus de service d'ordre capable de séparer les deux communautés. Chacune prend maintenant à peu près librement ses décisions d'agression, de défense ou de pause, selon sa propre tactique.

Dans certains quartiers d'Alger, dans certains bleds plus ou moins lointains, ni la police, ni l'armée, ni l'administration française ne pénètre plus. Ce sont comme des îlots d'une Algérie F.L.N. déjà indépendante. Et dans certaines villes de l'intérieur, les élé-

ments de l'armée, infiltrés ou dominés plus ou moins par l'O.A.S., ont conservé ou repris en main tout le quadrillage, sans que la Délégation générale ou l'administration y exerce le moindre contrôle : ce sont comme des îlots d'une Algérie française O.A.S. échappant totalement au contrôle du gouvernement. Il n'y a plus d'Etat, ou bien ce qui en reste est chaque jour bravé, bafoué, impuissant, discrédité.

Or, ce que nous voyons avec consternation et douleur aujourd'hui au-delà de la Méditerranée, c'est ce qui risque de se produire ici, peut-être un jour prochain.

Le danger de guerre entre Français, nous ne pouvons donc plus l'exclure ! Je vais plus loin : si une pareille calamité venait à se produire, les deux camps en présence chercheraient évidemment à l'extérieur l'aide nécessaire pour l'emporter. Etant donné la situation géographique de la France, il est exclu que des désordres, des convulsions prolongées n'y suscitent

pas d'interventions étrangères très actives de part et d'autre. Nous deviendrions le champ de bataille de tous. Nous avons vu cela en Espagne, et 25 ans plus tard l'Espagne en porte encore les terribles cicatrices !

Notre devoir le plus impérieux, celui qui pour le moment prime tous les autres, c'est d'éviter cela à la France. Et c'est pour vous parler de cette grave situation que je me suis permis de vous demander de venir ici aujourd'hui.

Beaucoup de nos compatriotes croient que le régime actuel, la tutelle d'un homme exceptionnel qui a déjà rendu à la France des services exceptionnels les protègent contre les risques. En 1958, beaucoup se sont ralliés à ce régime et à cet homme par peur de l'Armée et de la force. Et trois ans après la même menace existe, plus pressante encore ! Ce régime n'aurait-il donc été qu'un entracte avant que le rideau se lève sur un dénouement dramatique ?

Un homme ne tient pas lieu d'Etat à lui seul.

● Au XX^e siècle, un peuple n'assume pas son destin par procuration.

J'ai en l'occasion, dès 1958, de dire que le chantage appelle toujours le chantage. Qui a cédé une fois s'est d'avance assujéti à un chantage futur. Jamais celui qui subit le chantage n'y échappe en transigeant, en cédant plus ou moins. Pour se dégager du chantage, dans la vie publique comme dans la vie privée, il n'y a qu'un moyen : y résister avec une résolution tellement nette, tellement déterminée que l'auteur de la menace le plus souvent renonce de lui-même à y donner suite. Du jour où de Gaulle rendit hommage à Salan, son « féal », on ne pouvait plus douter que les prétoriens s'enhardiraient et que son pouvoir, absolu dans les petits papiers de M. Michel Debré et de M. Léon Noël, ne serait jamais en réalité ni effectif, ni respecté.

Et cependant il y a des Français, nombreux encore, qui croient trouver auprès de De Gaulle et de son régime la paix civile et la sécurité. Il en est même qui, souhaitant de profondes transformations dans notre politique algérienne ou dans notre politique sociale, agricole, scolaire, internationale, font taire leurs aspirations et se résignent à l'état de choses présent parce qu'ils redoutent qu'un changement politique entraîne des désordres et des troubles graves. Ma conviction très ferme, c'est qu'ils se trompent. C'est la prolongation de l'état de choses actuel qui conduit à des situations de plus en plus troubles, de plus en plus tendues, de plus en plus dangereuses. C'est parce que ce régime ne peut résoudre les problèmes — voyez l'Algérie — que la situation se dégrade entre ses mains, que la désobéissance se perpétue, que les pires tentations se répandent.

La première mission d'un gouvernement, d'un régime, quel qu'il soit, c'est de fournir des procédures pacifiques, acceptées par tous, pour dénouer les antagonismes et les oppositions. C'est un fait que la V^e République n'a pas rempli cette mission et qu'elle la remplira de moins en moins. Pourquoi ? Parce qu'elle s'est privée de la seule force qui, dans ce siècle, permet de

surmonter toutes les résistances : la force de l'opinion, celle des masses.

En 1961, une politique qui est privée de cette force, une politique à laquelle le peuple est étranger, n'est pas une politique viable. Or la France n'a aucune part à ce qui se passe. La France des ingénieurs et des ouvriers, des paysans et des professeurs, des syndicalistes et des étudiants, la France qui peine et qui produit, elle est conviée tout au plus à contempler de loin et sagement les délibérations des princes qui voudraient bien nous gouverner et à écouter les messages du chef de l'Etat, ces messages qui jalonnent une sorte de politique de l'improvisation, une politique d'improvisations successives dont le pays, parait-il, n'a pas besoin de connaître les justifications.

Tout a été fait, depuis des années, pour faire oublier aux Français leurs responsabilités civiques. Toute la propagande invite à une adhésion passive, à une démission permanente, et c'est apparemment cette adhésion, mais cette démission, ce « silence dans les rangs », que le général de Gaulle appelle « la cohésion nationale ».

Mais plus la politique s'isole du pays, plus les Français se retranchent dans les préoccupations de leur métier, dans les soucis de leur vie privée ; l'Etat se détache ainsi de la Nation et ne l'exprime plus ; la Nation en retour tient l'Etat pour une puissance extérieure à elle, simple destinataire des revendications particulières.

Un homme, quels que soient ses services passés, son prestige, ne tient pas lieu d'Etat à lui seul, tout comme le sens de la formule, le style, l'appel à la grandeur ne tiennent pas lieu de politique. Un Etat moderne, efficace, comporte des institutions équilibrées dont une au moins traduit la volonté du peuple et est chargée de l'exprimer et de la faire prévaloir. Si tel n'est pas le cas, si tous les droits légaux sont délégués à un homme, aussi illustre soit-il, il ne peut pas à lui seul imposer aux résistances et aux oppo-

sitions le respect dû à la loi et à l'intérêt général. Le contact entre le pays et le régime n'est pas assuré lorsque le chef de l'Etat se contente de chercher dans les provinces l'approbation passive ou les acclamations d'hommes et de femmes qui, en dehors de cela, ne sont aucunement consultés sur les décisions qui commandent l'avenir du pays et le leur.

Sous la IV^e République, les chefs politiques, les candidats, sollicitaient des suffrages pour réaliser tel programme qu'ils oublièrent au lendemain même de l'élection. Du coup ils se privèrent de la confiance et de l'appui populaires et se trouvaient débilés, vulnérables, face aux oppositions, aux égoïsmes et aux intérêts. Le jour venu, d'un coup d'épaule on a pu les chasser sans que personne se lève pour les défendre.

La V^e République nous offre désormais un processus très semblable. Son chef, en empiétant l'opinion d'exercer sa pensée, sa pression pour la solution des difficiles problèmes en litige, s'est privé de la force dont il aurait eu besoin pour résister aux factions et pour faire avancer les affaires en suspens. Démobiliser le pays, ou, comme on le dit, le « dépolitiser », l'encourager à croire que tout sera résolu sans son intervention pourvu qu'il soit sage, c'est donner aux activistes de l'extrême-droite une chance inespérée, c'est les protéger de la seule puissance qui soit susceptible de les intimider et de les faire reculer, celle d'un pays dressé pour se faire entendre et pour se faire respecter.

En fait le blanc-seing confié au pouvoir n'a permis de régler aucun problème. Il aboutit à l'échec non parce qu'on s'est trompé sur le choix d'un homme et parce qu'un autre homme aurait pu faire mieux, mais plus profondément, parce qu'au XX^e siècle, un peuple n'assume pas son destin par procuration. Les régimes de pouvoir personnel, en France comme à l'étranger, se sont toujours terminés par des crises douloureuses, parfois tragiques. Toujours la guerre civile les menace.

Pour tous, l'heure du courage politique.

Eh bien ! la guerre civile, il faut la devancer ! Il ne faut pas prolonger l'expérience en cours mais organiser dès maintenant une transition vers une situation politique fondamentalement transformée.

A cet égard, je veux l'affirmer d'abord, rien ne se fera d'utile sans le pays lui-même. C'est aux Français qu'il appartient d'intervenir de nouveau pour défendre leurs intérêts essentiels et avant tout la paix au dedans et au dehors. Du jour où le pays s'exprimera de nouveau, sa force sera irrésistible. Irrésistible d'abord pour les pouvoirs publics, car, quels que soient le régime et ses forces légales, dans un pays comme la France et

au XX^e siècle, aucun gouvernement ne peut ignorer la volonté populaire lorsqu'elle se manifeste avec puissance et avec force.

On pourrait le prouver par de multiples exemples. Je n'en mentionnerai qu'un que j'ai vécu : la guerre d'Indochine a pu se prolonger pendant huit ans parce que l'opinion s'en est longtemps désintéressée. Ce que mes amis et moi disions n'avait alors que peu d'écho. Du jour où le pays a pris conscience de l'erreur criminelle dans laquelle on s'obstinait, du jour où il a exigé la paix, la paix était certaine et assurée. Ce n'est pas Dien-Bien-Phu comme ou le dit parfois qui a entraîné la fin de la guerre. Avant même Dien-

Bien-Phu le réveil du pays s'était manifesté et MM. Laniel et Bidault eux-mêmes étaient obligés d'en tenir compte. Ils ont été obligés d'annoncer qu'ils allaient chercher enfin un règlement, et ils susciteront plusieurs mois avant Dien-Bien-Phu la convocation de la conférence de Genève. C'est l'opinion nationale, et elle d'abord, qui avait donc déclenché le mécanisme de la paix.

Mais ce n'est pas tout. Une opinion publique clairement et vigoureusement manifestée ne s'impose pas seulement au gouvernement ; elle s'impose aussi à ces minorités turbulentes, toujours tentées de recourir à la force et à la violence. Je pense particulièrement à

● **Tous ceux qui s'interdisent de défendre leur opinion la mitraille au poing ont quelque chose d'essentiel en commun.**

certain éléments de l'armée. Je pense à beaucoup de ces officiers qui risquent par moments, dans leur désarroi, parce qu'on les a tant trompés, bernés, de se laisser entraîner par les enrégés mais qui répugneraient, sans aucun doute, à provoquer une opposition sanglante entre la nation et son armée. Pour ceux-là, l'armée doit être l'expression du pays ; elle doit faire corps avec le pays. La guerre civile leur fait horreur. Ils ne tourneront pas contre la Nation, si sa volonté se fait entendre avec intensité, les armes et les jeunes hommes que la Nation leur a confiés.

Le 13 Mai 1958, ils ont compris que le pays se détournait de ses institutions et de ses représentants légaux ; alors ils n'ont pas eu de scrupule à traduire, même d'une manière illégale, un sentiment qui était très généralement répandu. Que le pays se taise, inerte, silencieux, il en est, de ces officiers, qui, au nom de l'unité de l'armée, se laisseront de nouveau entraîner par des extrémistes. Mais que les sentiments du pays s'expriment hautement et vigoureusement, et ce sera pour beaucoup d'officiers patriotes une indication déterminante, décisive, sur ce que doit être leur devoir.

Ainsi donc c'est du pays, et du pays lui-même, que dépend largement la persistance ou la fin de cette pression qui s'exerce sur lui depuis des années et qui paralyse toute notre vie publique. Seulement beaucoup de Français ne voient pas par quels moyens ils pourront exercer leur action et peser sur les décisions. Normalement, c'est aux partis républicains et démocratiques qu'il appartient d'intervenir. En fait, l'influence des partis traditionnels est aujourd'hui réduite. Leurs erreurs passées expliquent une perte de crédit qui les prive du moyen de jouer le rôle d'animation qui leur reviendrait en d'autres temps. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, ce ne sont donc pas les partis traditionnels qui peuvent, à eux seuls, réaliser ce redressement.

Mais il n'est pas une femme, il n'est pas un homme dans ce pays qui ne puisse contribuer, pour sa part et de sa place, à la formation et au développement du grand mouvement politique qui est devenu nécessaire. Le sa-

lut ne viendra pas d'en haut, d'un homme, d'un groupe d'hommes, de partis, même si beaucoup d'entre eux, comme il est bien souhaitable, apportent leur contribution et participent à l'effort.

Contre la résignation, le fatalisme et la crainte, l'heure est venue pour tous du courage politique. Tous ceux qui récusent la violence comme un moyen acceptable pour surmonter nos divisions et régler nos problèmes, tous ceux qui s'interdisent de défendre leur opinion la mitraille au poing mais qui sont tout aussi déterminés à l'interdire aux autres et à leur faire face en cas de besoin, tous ceux-là ont quelque chose d'essentiel en commun, ils doivent agir en conséquence.

Sans prétendre prévoir bien entendu toutes les péripéties de l'avenir, je voudrais dire pour l'essentiel comment cela pourrait se faire.

Bien sûr, il n'y a pas une recette toute simple — simple comme une prescription médicale. Je n'ai pas la prétention de délivrer une ordonnance qui, si elle était fidèlement observée, guérirait aussitôt de tous les maux. Mais il y a une responsabilité qui pèse sur chacun d'entre nous, particulièrement sur ceux qui détiennent une influence, qui peuvent informer, réunir leurs concitoyens — une responsabilité qui pèse sur les syndicalistes et sur les industriels, sur les représentants de l'agriculture et sur les dirigeants des organisations religieuses, sur les mouvements de jeunesse, sur la presse et les hommes politiques.

Tous savent qu'il y a une alternative : ou bien les Français acceptent, par lassitude, que leurs dissentiments trouvent leur solution finale dans une guerre fratricide ; ou bien ils refusent, et alors ils veulent recréer des procédures démocratiques pour trancher leurs désaccords — et ils imposent à tous le respect de ces procédures.

Devant la guerre civile qui nous menace, il faut d'abord qu'une résolution générale se forme pour l'interdire.

Comment cette résolution pourra-t-elle s'exprimer ? On le verra. Si elle existe, elle suscitera à coup sûr ses moyens d'expression, et elle trouvera, comme toujours en pareil cas, une organisation qui la traduise.

Chacun aurait, bien sûr, le droit de conserver ses convictions en face de tous les problèmes. Chacun les défendrait ensuite dans le cadre d'une situation politique assainie et pacifiée. Mais le seul fait qu'une ferme, et virile, et vigoureuse résolution de condamner et de combattre la guerre civile émanerait du pays d'une manière irrécusable transformerait aussitôt l'équilibre des forces et des probabilités dans tous les domaines.

La menace de putsch est singulièrement dévalorisée dès lors que l'engagement est pris solennellement par tous d'y opposer aussitôt la grève générale et un refus total de coopération à tous les échelons de la société — des transports, de l'organisation économique, de l'administration et, bien sûr, de l'armée (le contingent a montré en avril ce que cela signifiait).

Celui qui voudra prendre le pouvoir la mitraille à la main ne pourra rien appréhender parce qu'il n'y aura plus d'électricité, plus de téléphone, plus un train qui roule, plus un ouvrier qui travaille, plus un soldat du contingent qui obéisse. Et alors, il n'y aura pas de putsch !

La paix en Algérie elle-même devient aussi beaucoup plus facile (j'y reviendrai d'ailleurs), dès lors que chacun sait — chez les ultras, chez les militaires comme chez les civils — que le pays l'exige, qu'il se dressera tout entier contre ceux qui entendraient la prolonger encore, que cette volonté générale, le pays l'a infusée à ses enfants sous l'uniforme, et qu'on ne peut en aucun cas compter sur eux pour forcer la Nation à persister là bas dans une entreprise définitivement condamnée.

Enfin la mutation politique, le passage de la V^e République à ce qui doit lui succéder sont singulièrement facilités aussi, si partout l'opinion, les hommes qui parlent en son nom — la presse qui la traduit — exigent que devant l'usure accélérée du régime soit préparée dès maintenant par tous ceux qui exercent une influence ou occupent une fonction politique, syndicale ou autre, la transition vers l'avenir, c'est-à-dire la constitution d'un gouvernement de transition chargé d'une mission brève et limitée, sur laquelle j'ai des propositions précises à faire.

Il faut organiser la transition.

● **Deux séries de tâches incomberont au gouvernement intérimaire constitué pour deux mois.**

Tous ceux qui veulent cela doivent militer et intervenir. Ils doivent combattre les timidités, les hésitations, les peurs. Ils doivent constituer de véritables réseaux d'hommes et de femmes qui veulent se jeter au devant de la menace de division nationale, rétablir l'ordre et la paix dans la rue comme dans les esprits, et préparer les nécessaires et prochaines évolutions.

Il ne s'agit pas de créer une nouvelle formation politique. D'abord, parce que pour le moment il n'y a pas de politique au sens moderne, au sens démocratique, et qu'il s'agit seulement d'en rétablir les conditions préalables. Ce qu'il faut, c'est recréer des conditions minima d'une vie politique libre, dans laquelle ensuite chacun défendra ses propres thèses. Cela, un socialiste ou un libéral, un laïque ou le dirigeant d'un mouvement confessionnel doivent l'admettre ensemble. Je dirai plus : ils doivent l'exiger ensemble.

Il existe à travers la France d'innombrables groupes, formations, institutions, des syndicats, des organisations professionnelles, des associations religieuses, des groupements de jeunesse, des coopératives, des corps locaux ou régionaux, des lignes, etc. Bien entendu, il y a aussi la presse.

Beaucoup de ces pôles d'influence, de ces groupements, de ces organisations déclarent qu'ils ne font pas de politique. C'est une mauvaise dérobade. Tous en effet doivent d'une manière ou d'une autre être au service de l'intérêt public, de l'intérêt supérieur de la patrie. Or, c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui, et nul n'a le droit de dire que, pour sa part, il s'occupe d'autre chose.

Tous ceux qui font partie de ces associations, de ces groupements, de ces syndicats doivent donc exiger qu'ils adoptent les règles de conduite que je viens de proposer — uniquement parce que ce sont les garants de la paix civile. Ils doivent combattre les mots d'ordres ou les propagandes qui s'y opposent et rappeler

inlassablement à tous que seule l'intervention des Français sur une pareille base tirera la France d'affaire sans de nouvelles et inutiles désillusions, sans de nouvelles et inutiles souffrances.

C'est ainsi seulement qu'ils peuvent préparer entre hommes de bonne foi, qui affronteront leurs responsabilités, comme je veux le faire moi-même, sans sectarisme, sans rancune, sans controverses désormais sans intérêt sur un passé récent — c'est ainsi qu'ils peuvent préparer les moyens de la transition pour qu'elle s'opère dans les meilleures conditions et le plus vite possible. Transition qui pourrait prendre la forme d'un gouvernement intérimaire ayant une large assise, constitué pour une durée limitée — par exemple deux mois — qui aurait pour tâche principale de ramener ce pays vers une vie politique normale, et pour cela de régler les conditions mêmes de la paix civile, c'est-à-dire les préalables qui doivent être levés d'abord.

Il ne peut pas y avoir de malentendu. Il ne s'agit évidemment pas de refaire ce genre d'union nationale très classique, une de ces combinaisons équivoques entre hommes fondamentalement opposés sur l'essentiel, mais d'accord seulement pour l'immobilisme — une de ces coalitions qui ont fourni tant de fois à ceux qui y participaient dans le passé un alibi commode pour ne rien faire, pour laisser pourrir les choses.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est tout autre chose. C'est même le contraire ! C'est un gouvernement de mouvement, vigoureux, animé par la foi et l'impatience d'un peuple auquel on aura rendu la parole et l'espoir.

Puisqu'il s'agit de rendre enfin possible un véritable départ de ce pays vers un renouveau politique, ce gouvernement devra avancer très rapidement, très hardiment, vers la solution des affaires qui constituent de véritables préalables. C'est pourquoi deux séries de tâches incomberont à ce gouvernement provisoire, l'une qui a trait

à l'Algérie, l'autre aux institutions politiques futures du pays.

En deux mois, ces problèmes peuvent être transformés d'une manière irréversible.

D'abord l'Algérie.

Il faut, et on peut, sans autres délais, faire la paix en Algérie. Les bases de cette paix ne sont vraiment plus très difficiles à déterminer car huit ans de guerre ont conduit à une situation qui est devenue parfaitement claire et qui ne laisse plus guère d'alternative.

Tout le monde sait aujourd'hui que l'Algérie sera indépendante. Tout le monde sait que l'Algérie sera gouvernée par le F.L.N. Tout le monde sait que le Sahara sera algérien et que son pétrole, exploité avec notre concours ou par nous, sera vendu en France. Tout le monde sait que la nouvelle république algérienne ne pourra pas ne pas avoir avec la France des relations d'une nature particulière et qui seront déterminées beaucoup plus par des nécessités profondes qui découlent de l'histoire, de la géographie, de la culture, des intérêts, que par les dispositions même tatillonnes et minutieuses du futur traité.

Les relations entre l'Algérie de demain et la France ne seront évidemment pas du même type que celles qui peuvent exister entre la Belgique et l'Italie ou entre la Norvège et le Canada ; elles dépendront dans une large mesure d'ailleurs de ce que sera notre politique dans l'avenir. Tout le monde sait tout cela, et même — en dehors d'une minorité agressive et peu nombreuse — tout le monde au fond est d'accord pour cela.

Un seul point reste à débattre avec le G.P.R.A. — un point, à vrai dire très important et même douloureux : les conditions d'existence et de travail des Français d'Algérie qui participeront demain à la vie du nouvel État algérien. Il est d'ailleurs étrange que dans le passé, au cours des conversa-

tions, tant de préalables aient été soulevés, tant d'obstacles — sahariens ou autres — aient été accumulés, et puis rapidement abandonnés, alors que cette question-là, la plus sérieuse de toutes, la plus importante, la plus grave n'était jamais utilement abordée par nos représentants. Mais ce problème, ce n'est pas la poursuite de la guerre qui lui donnera une solution ! C'est seulement un accord, c'est-à-dire une négociation. Raison de plus pour aborder cette négociation. Ce n'est pas seulement l'intérêt des Français de la métropole ; c'est aussi l'intérêt des Français d'Algérie.

On peut comprendre à la rigueur que des nationalistes algériens extrémistes ne soient pas pressés de signer la paix. Le temps, ils le savent, joue pour eux. Mais nous, qu'avons-nous à gagner à prolonger le conflit, à faire traîner les solutions. Parmi les ultras les plus déterminés, il en est beaucoup qui savent dès maintenant qu'en toute hypothèse ils ne peuvent revenir sur une situation irréversible, qu'ils n'empêcheront pas l'indépendance de l'Algérie.

Il est vrai qu'il en est parmi leurs chefs pour qui l'Algérie n'est qu'un prétexte, un instrument politique. C'est la métropole qu'ils visent. Ils savent bien qu'ils ne régneront finalement pas à Alger. C'est à Paris qu'ils veulent régner.

La seule manière de faire échec à leurs plans, c'est de faire la paix.

Mais une question se pose. Si demain un accord intervenait entre un gouvernement français et le G.P.R.A., comment le ferait-on accepter et respecter par tous ? Comment en imposerait-on l'application à ceux qui proclament qu'ils se dressent contre un arrangement quel qu'il soit, s'il ne traduit pas purement et simplement la politique de l'Algérie française ?

J'ai sur ce point une conviction et une réponse catégoriques.

Si le pays se réveille maintenant, s'il exige vigoureusement la paix, s'il soutient de toutes ses forces les efforts qui seront faits pour un règlement négocié, personne ne pourra en fait s'y opposer. Que pourra faire une poignée d'ultras, même armés, contre tout un pays, tout entier dressé, pour exiger la solution du drame qu'il subit

depuis 7 ans ? Et combien d'officiers patriotes, qui s'abandonnent aujourd'hui à des rêveries romantiques y renonceraient quand ils verraient clairement en face d'eux un gouvernement et un pays soudés dans une résolution définitive d'imposer la paix ! Combien reculeront devant la responsabilité de déclencher ici la guerre civile !

Si le gouvernement actuel est brave, nargué, c'est parce que tout le monde le sait faible. C'est parce qu'il a constamment cédé et compromis, et aussi — il faut bien le dire — parce qu'il a trompé à la fois ceux qui l'ont hissé au pouvoir, ceux qui lui ont fait confiance et ceux qui attendaient de lui une politique droite et généreuse servie par un Etat fort. Et les déceptions des uns et des autres expliquent ces colères, ce chaos qui règne en Algérie, et cette dissolution de l'Etat, cette dissolution qui, n'en doutons pas, s'étendra de plus en plus à la métropole.

Mais un gouvernement solide, interprète authentique de la volonté du pays, serait respecté, et finalement obéi même par beaucoup de ceux qui rêvent aujourd'hui d'aventures et de rébellion.

Il est possible de bâtir une république moderne.

● **Je me déclare prêt à discuter avec tous ceux que cela anguisse.**

Je conclus sur ce point, sur l'Algérie. La paix en Algérie est une nécessité impérative et préalable pour que ce soit permise la renaissance d'une vie politique saine et indépendante en France. Dans le cadre de la rénovation politique, l'Algérie devra donc faire l'objet des décisions prioritaires du gouvernement intérimaire. Si l'opinion le soutient dans son combat, le règlement pourra intervenir rapidement et il en résultera aussi une brusque décongestion de la situation politique du pays.

Mais il y a une seconde nécessité, de caractère préalable aussi, et qui devra être affrontée en même temps : il faudra préparer pour la France un régime normal et efficace qui assurera au pays le moyen d'orienter lui-même désormais sa politique et d'arrêter souverainement les solutions à apporter aux difficultés, au dedans comme au dehors.

Ce que la IV^e République n'a pas su faire — c'est bien pourquoi il faut en éviter coûte que coûte une réédition, — ce que la V^e République n'a pas su faire non plus, nous devons le réaliser enfin. Il n'y aura pas demain d'effort national de longue haleine dans ce pays, même la guerre d'Algérie terminée, sans un Etat, un Etat dynamique et juste, c'est-à-dire expression d'un peuple tout entier attaché à bâtir son destin. Il n'y aura pas de croissance économique plus soutenue, pas de politique agricole à long terme, pas de réforme des structures sociales, pas de démocratisation de l'enseignement sans un Etat rénové. L'heure est venue de réunir tous ceux qui veulent hâter le processus qui nous donnera enfin ces chances.

Le gouvernement de transition devra donc, dans le même délai de deux mois, saisir le pays de propositions précises pour la réforme de ses institutions. Il est possible de bâtir une république moderne, dans laquelle

l'exécutif, parce qu'il reste fidèle à son origine démocratique, jouit d'une autorité, d'un pouvoir dont il a cruellement manqué en France dans le passé, alors que d'autres pays ont su choisir des institutions démocratiques efficaces ; nous pourrions nous inspirer de leur exemple.

Il n'est pas vrai que les Français soient plus difficiles à gouverner que d'autres, mais à une condition : qu'ils soient honnêtement informés, avertis ; qu'ils soient associés à l'action et que leur volonté ne soit pas continuellement ignorée ou bafouée par ceux qui gouvernent.

C'est intentionnellement d'ailleurs que je n'entre aujourd'hui dans les détails pas plus sur les procédures et les modalités selon lesquelles les républicains de ce pays peuvent se mettre ensemble au travail le plus vite possible sur ces thèmes, que sur ce que devraient être à mon avis les futures institutions de la France et les moyens par lesquels les forces vives de la nation, le monde des travailleurs et des producteurs, pourraient y trouver une participation plus efficace que par le passé.

J'ai naturellement beaucoup réfléchi sur ces points. Je me déclare prêt à en discuter avec tous ceux que cela intéresse ou préoccupe. Je suis persuadé que la coopération, sous le contrôle de l'opinion publique, des hommes de bonne volonté auxquels je fais appel doit permettre l'effort nécessaire. Mais ce n'est ni le jour ni le lieu pour étudier les modalités et pour entamer des dialogues, car les événements vont vite et nous ne pouvons pas dès maintenant prévoir avec exactitude les circonstances et ce qu'elles exigeront, le jour venu.

D'autre part, parce que je souhaite confronter et concilier mes préférences personnelles avec celles que d'autres hommes ou groupes d'hommes voudront mettre en avant, il serait

prématuré de faire aujourd'hui des suggestions trop détaillées. L'essentiel, c'est que l'on accepte les principes fondamentaux et simples que j'ai suggérés, parce qu'ils justifient et légitiment la coopération entre hommes de bonne volonté, entre patriotes également angoissés par l'avenir de leur pays.

Syndicalistes, universitaires, militants, officiers, élus, professionnels ou politiques, journalistes, fonctionnaires, jeunes, tous peuvent et doivent participer à l'élaboration des propositions qui prépareront le travail du gouvernement provisoire de demain.

A personne je ne demande de renoncer à des convictions sincères, aux exigences de sa conscience, sûr que je ne renonce à aucune des miennes. Mais je ressens intensément dans cet instant où nous sommes, où il n'est pas encore trop tard, la nécessité de tout faire pour que nous sortions vite, très vite, des impasses et pour que nous puissions enfin aborder les vrais problèmes, les problèmes permanents du pays, ceux de l'avenir.

La France, j'en suis sûr, ne restera plus longtemps spectatrice passive de son destin. A un certain moment, qui est sans doute prochain car les premiers signes apparaissent déjà, l'apathe et le scepticisme disparaîtront. Mais si le réveil est certain, il pourrait, par malheur, venir trop tard. Il pourrait venir de l'affreuse mobilisation qu'imposerait la guerre civile. Il pourrait venir dans le déchaînement même des violences n'offrant alors que le choix entre ces excès opposés qui s'engendrent mutuellement, dans la ruine globale de la nation que l'on se disputerait. Mais ce réveil, il peut venir aussi d'une volonté lucide enfin dressée d'éviter le malheur à la France et de ramener les factions à leur importance, qui serait vite insignifiante en face d'une nation qui se serait reprise.

Les rapprochements qu'exige le salut du pays.

La démocratie exige que chaque homme et chaque femme de France sente aujourd'hui que lui incombe une part dans la responsabilité du pays. Que chacun sente qu'il est vraiment trop bête de laisser ce pays, avec ses chances magnifiques de prospérité matérielle et de grandeur morale, devenir le champ clos de luttes d'un autre âge ; bête, criminellement bête ; il n'est pas d'autre mot au regard de l'avenir, et de ce que nous devons à nos enfants.

Partout désormais, dans les partis, dans l'administration, dans les organisations syndicales et professionnelles, les préoccupations doivent dépasser le cercle qui les limite normalement. Partout on doit œuvrer pour mettre un terme aux errements et aux

faiblesses actuels. Devant l'éventualité d'un chaos très proche, la volonté nationale doit resurgir. De partout doit venir la revendication d'un Etat rénové et démocratique sans lequel il n'existe pas de réconciliation, pas d'unité, pas de communauté nationale.

En résumé, je m'adresse à tous ceux qui prennent conscience des périls dont nous sommes menacés pour qu'ils les devançant en préparant dès maintenant la transition vers une situation politique assainie.

Un gouvernement provisoire de deux mois, expression de l'impatience de l'opinion, peut reprendre et conclure la négociation algérienne d'une part et d'autre part proposer au pays les bases d'une constitution mo-

derne et démocratique. Pour exiger une pareille procédure, les patriotes, quelles qu'aient été leurs positions antérieures, doivent s'unir par un pacte simple, clair, ouvert à tous ceux qui mettent leur pays au-dessus de leur fanatisme.

Je veux, pour ce qui me concerne, prendre ma place dans cet effort urgent et collectif pour le renouveau national. A partir du milieu du mois prochain, je me rendrai dans un certain nombre de villes et de départements, et je mettrai à la disposition de tous ceux qui désireront discuter de ces problèmes avec moi, avancer des suggestions et contribuer d'une manière ou d'une autre aux confrontations et aux rapprochements qu'exige maintenant le salut du pays.